

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DÉPARTEMENT  
DES  
PYRÉNÉES ORIENTALES

---

Arrondissement de Prades

---

Canton Vallée de la Tet

---

Commune d'Ille sur Têt

---

**ARRÊTÉ DE MISE EN SECURITE  
PROCEDURE D'URGENCE  
Portant sur le logement situé au  
22 rue de la Fontaine à Ille sur Têt**

**2021/059**

**LE MAIRE DE la commune d'Ille sur Têt,**

**Vu** les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les articles L.511-1 à L.511-6 et L.521-1 à L.521-4 du code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le rapport dressé par Monsieur Richard ASSERAF, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 13 avril 2021 sur notre demande ;

**Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur Pierre MAYNERIS (23 rue Louis Torcatis 66130 Ille sur Tet) en qualité de propriétaire de l'immeuble situé au 22 rue de la Fontaine à Ille sur Tet, cadastré AY 382, devront prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique en procédant aux mesures suivantes sur le bâtiment :

- **Sous 7 jours, soit avant le 23 avril 2021 :**

Procéder à la mise en place d'une fermeture rigide empêchant tout accès par des intrus.

- **Sous 1 mois, soit avant le 16 mai 2021 :**

Procéder au déblai des gravats et objets divers qui ont brûlé, ce qui permettra de reconnaître l'état des différentes surfaces, sols, murs et plafonds.

Avec l'assistance d'un bureau d'étude structure, il sera fait un choix de la nature des travaux de réparation structurelle.

**Article 2 :** Le présent arrêté de mise en sécurité sera mainlevée lorsque le propriétaire fournira un rapport d'expertise indépendant qui lève toutes les réserves et les risques. Faute pour le propriétaire d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, **il sera procédé d'office par la commune et aux frais du propriétaire.**

**Article 3 :** Jusqu'à la réalisation des mesures ci-dessus constatées par mainlevée du présent arrêté, il est interdit d'habiter ou d'utiliser les lieux.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié au propriétaire. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné ainsi qu'à la mairie d'Ille sur Têt.

Il sera transmis au Procureur de la République, à la Caisse d'allocation familiale des Pyrénées-Orientales, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement (FSL) du département ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

**Article 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au fichier immobilier de la conservation des hypothèques aux frais des propriétaires, mentionné à l'article 1.

**Article 6 :** Le présent arrêté est transmis au Préfet du département des Pyrénées-Orientales.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire d'Ille Sur Tet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Fait à Ille sur Têt, le 16 avril 2021**

**Le Maire**



**William BURGHOFFER**